



# COMMUNE DE SAINT NICOLAS D'ALIERMONT

Arrêté temporaire n° 076624 – 2024 – 0001 - b

Portant réglementation de la circulation et du stationnement

**545 rue Vaillancourt**

Le Maire de la ville de Saint Nicolas d'Aliermont,

- Vu** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales ;
- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1 à L.2213-1 et suivants et L.2122-24 ;
- Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment ses articles L.2121-1, L.2122-1 et suivants, L.2125-1 et suivants ;
- Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L.113-2 et L.115-1 ;
- Vu** le Code de la Route ;
- Vu** le Code Pénal et notamment son article R.610-5 ;
- Vu** le Code de l'Environnement et plus particulièrement ses articles L.554-1 à L.554-5 et R.554-1 à R.554-38 ;
- Vu** l'arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret N° 2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ;
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et modifiée par les textes subséquents, et en particulier les articles repris en ses livres I à VIII ;
- Vu** le décret N° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage ;
- Vu** les lieux ;
- Considérant** la demande en date du 18/10/2024 par laquelle M. OLIVIER Mickaël sollicite l'autorisation d'effectuer des travaux de démolition d'un mur de sa propriété, située au 545 rue Vaillancourt 76510 Saint Nicolas d'Aliermont, le samedi 02 novembre 2024 ;
- Considérant** la nécessité réglementer provisoirement la circulation, le stationnement de véhicules motorisés et cycles, ainsi que le cheminement des piétons pendant la démolition du mur de sa propriété par M. OLIVIER Mickaël sur les voies ouvertes à la circulation publique où s'exercent les pouvoirs de police du Maire de Saint Nicolas d'Aliermont, afin d'y assurer la sécurité des personnes et des biens, ainsi que la sécurité routière ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Autorisation**

Le samedi 02 novembre 2024, de 07h00 à 20h00, M. OLIVIER Mickaël est autorisé à intervenir sur les voies ouvertes à la circulation publique suivantes où s'exercent les pouvoirs de police du Maire de Saint Nicolas d'Aliermont, pour effectuer les travaux de démolition du mur de sa propriété :

- Au droit du 545 rue Vaillancourt, et 50m de part et d'autre du chantier.

### **Article 2 : Dispositions générales**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet au 02/11/2024, à 07h00, sans qu'aucune intervention préalable ne soit autorisée, à l'exception de la pose préparatoire de signalisation d'interdiction de stationnement, contradictoirement constatée au minimum 7 jours à l'avance avec les services de la ville et affichant clairement sur le site le présent arrêté, protégé des intempéries par protection plastifiée transparente et solidement attaché au barriérage.

L'ensemble de la signalisation sera implanté sous la responsabilité de M. OLIVIER Mickaël.

### **Article 3 : Restrictions**

Les dates d'interventions et horaires seront contraints comme suit :

- Limités entre 07h00 et 20h00, le samedi 02 novembre 2024.

### **Article 4 : Prescriptions de circulations piétonnes**

La circulation des piétons ne pouvant être maintenue sur le trottoir, celle-ci devra être déviée sur le trottoir opposé aux travaux.

La déviation sera mise en place avec, sur les passages piétons existants en amont ou en aval de la zone d'intervention et mise en place de panneaux « piétons, traversée obligatoire » ou à défaut avec une traversée piétonne provisoire par une signalisation verticale d'approche et de position adaptée.

### **Article 5 : Prescriptions de circulation en chaussées**

Sur la voie concernée, les travaux seront effectués sans interrompre la circulation qui sera provisoirement réglementée comme suit :

- Quelques soient l'organisation de chantier, la circulation des véhicules de secours et de police, demeurent impérativement prioritaire.
- La vitesse de circulation sera abaissée à 30km/h par rapport à la limitation en vigueur et pourra être diminuée en fonction des risques réels conséquents aux travaux.

### **Article 6 : Prescriptions de stationnement**

Le stationnement sera strictement interdit au droit des travaux, et 50m de part et d'autre. La mise en place de la signalisation nécessaire et de l'affichage sur site du présent arrêté devra se faire au moins 7 jours avant le début des travaux.

Cette présente réglementation ne s'applique pas aux véhicules affectés aux interventions, véhicules de secours et de police, qui seront autorisés à occuper de manière temporaire les emplacements neutralisés.

### **Article 7 : Contraventions aux prescriptions de stationnement**

En application de l'article R417-10 du Code de la Route, tout contrevenant à l'interdiction prévue à l'article 7 s'exposera à l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe. En cas de stationnement malgré l'interdiction, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L325-1 à 325-3 du Code précité.

### **Article 8 : Prescriptions générales de signalisation et de sécurité**

M. OLIVIER Mickaël sera chargé de la mise en place, de l'entretien et de la dépose de la signalisation réglementaire et du balisage nécessaire à l'exécution du présent arrêté.

M. OLIVIER Mickaël a la responsabilité d'intervenir à tout moment en urgence pour pallier tout défaut de la signalisation temporaire mise en place.

M. OLIVIER Mickaël est tenu d'anticiper toutes gênes et nuisances et de les communiquer au préalable aux usagers et riverains, ainsi qu'à l'administration gestionnaire de la circulation routière.

### **Article 9 : Prescriptions de tenue d'organisation et de chantier**

M. OLIVIER Mickaël prendra toutes les mesures nécessaires à maintenir une parfaite tenue et propreté de chantier.

M. OLIVIER Mickaël prendra en compte les nuisances dues aux poussières.

M. OLIVIER Mickaël sera notamment tenu de mettre en œuvre les moyens appropriés pour éliminer dans les plus brefs délais, les souillures éventuelles sur le domaine public routier du fait de son chantier.

Les matériaux déposés ne pourront être stockés en domaine public routier et devront au fur et à mesure de l'avancement des travaux être évacués vers un lieu de stockage hors domaine public routier.

M. OLIVIER Mickaël prendra toutes les dispositions nécessaires pour maintenir en permanence la circulation des véhicules de premiers secours.

M. OLIVIER Mickaël devra également veiller à ce que l'accès aux bouches d'incendie et autres dispositifs de sécurité (robinets de coupures gaz, eaux, etc.), l'écoulement des eaux de chaussée et de ses ouvrages annexes et, d'une façon générale, le fonctionnement des réseaux des services publics soient préservés.

#### **Article 10 : Responsabilités**

M. OLIVIER Mickaël est strictement responsable de tous dommages directs et indirects. Il sera notamment tenu responsable de tout accident pouvant survenir à l'origine de son intervention et des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance des dispositifs de sécurité provisoires.

M. OLIVIER Mickaël sera responsable de tout dommage, de quelque nature et de quelque importance qu'il soit, causé au domaine public, ou tout ouvrage public ou aux plantations qui s'y trouvent, ou aux usagers, ou tiers, ou aux biens de ceux-ci, de son fait, ou du fait des choses qu'il a sous sa garde, ou du fait de ses préposés, salariés ou non, ou des choses dont ces derniers ont la garde, dès lors que le fait générateur est survenu pendant l'exécution des travaux encadrés par ce présent arrêté, peu importe la date d'apparition ou de consolidation du dommage.

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement préservés.

Le domaine public devra, après travaux, être nettoyé et remis en parfait état primitif à la charge de M. OLIVIER Mickaël.

#### **Article 11 : Ampliation**

Ampliation du présent arrêté sera annexé au registre des arrêtés du Maire, publiée et notifiée à :

- M. OLIVIER Mickaël
- La mairie et notamment à Madame le Maire, la Directrice Générale des Services et la direction du service technique,
- La gendarmerie,
- Le SDIS,

Pour information et application, chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Publié sur le site [www.saint-nicolas-aliermont.fr](http://www.saint-nicolas-aliermont.fr)

#### **Article 12 : Recours**

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Commune de Saint Nicolas d'Aliermont, le 18/10/2024

Le Maire, Blandine Lefebvre

Publication et transmission au

Représentant de l'État

Acte exécutoire le :

Pour copie conforme le :

Le Maire, Blandine Lefebvre